

Extrait du Journal La Mée Châteaubriant

<http://www.journal-la-mee.fr/802-y-a-t-il-de-bons-pauvres.html>

Y a-t-il de bons pauvres ?

- Thèmes généraux - Société -

Date de mise en ligne : lundi 6 novembre 2006

Description :

â€“ Le « bon pauvre », satisfait de son sort, assisté, reste intégré à la société. Il gagnera son paradis !

â€“ Le « mauvais pauvre » est le rebelle, le révolté, le valide qui ne travaille pas, le vagabond (inquiétant) ; il est écarté de l'assistance et marginalisé

Journal La Mée Châteaubriant

Ecrit le 1er novembre 2006

Y a-t-il de bons pauvres ?

Depuis 30 ans, on assiste au recul de la pauvreté dans le monde.

Pourtant, le sentiment de précarité augmente.

Définir la pauvreté

Pour l'OCDE (voir note), le seuil de pauvreté en France correspond à la moitié du revenu médian national, évalué à 1300 euros. On est donc étiqueté « pauvre » si on a des revenus inférieurs à 650 Euros/mois.

Si on tient compte du coût incompressible du logement (200 à 350 Euros par mois), le « pauvre » dispose d'environ : 10 Euros par jour pour vivre.

Tout est subi, tout est problème.
C'est une survie et non un choix de vie.

Dans le reste du monde le « pauvre absolu » est une personne qui a moins d'un dollar par jour en valeur de pouvoir d'achat. Aujourd'hui un milliard de personnes sont dans ce cas.

Si le pourcentage des pauvres diminue dans le monde, en valeur absolue, la population mondiale pauvre reste bloquée à 1 milliard de personnes compte tenu de l'augmentation démographique.

Le seuil monétaire (650 Euros/mois) est un critère simplificateur. Les relations de la personne avec son environnement sont aussi importantes que le niveau des revenus. Par exemple le dollar en ville ou à la campagne n'a pas la même signification : à la campagne, les réseaux relationnels et culturels permettent d'atténuer la misère alors qu'ils ne l'amoindrissent guère dans les villes.

Histoire

Pour le CNUED (voir note), le pauvre n'a « ni avoir, ni savoir, ni pouvoir ». Il est démuné face à l'information, la santé et l'éducation.

Au Moyen-Age, le pauvre est d'abord le faible, celui qui ne peut subsister seul, donc assisté et dépendant de son suzerain (l'orphelin, le vieux, la veuve, le handicapé...). Le pauvre est alors moins opposé au riche qu'au puissant. Dès le Moyen-Age apparaît, dans les moments de crise, la notion de pauvreté laborieuse, celle des gens qui, malgré leur travail, ne peuvent plus subvenir à leurs besoins.

Au XIV^e siècle se définit une pauvreté statistique : le « pauvre fiscal » est celui qui ne paie pas d'impôt.

L'invariant qui définit la pauvreté est toujours d'actualité : c'est la dépendance, la survie avant les choix de vie.

Le sentiment de pauvreté est-il réel ?

En France, statistiquement, la pauvreté diminue depuis 30 ans.

Pour autant elle s'est déplacée : si jusqu'à présent la pauvreté chez les plus de 60 ans a diminué, grâce aux retraites, au travail des femmes et à la création du minimum vieillesse, on voit augmenter la pauvreté des jeunes et des actifs (travailleurs pauvres et pauvres chômeurs).

[M. Hirsch](#) note que, depuis peu, la pauvreté des gens de plus de 60 ans commence à remonter, faute d'avoir acquis des droits à une retraite entière. Les politiques n'ont pour autant pas encore pris en compte les signaux d'alarme.

Depuis deux siècles, 10 % des ménages sont considérés comme pauvres en France, ce qui semble encore constituer un invariant.

Pour S. Brunel, la pauvreté a diminué dans certaines régions du monde comme l'Inde ou la Chine, mais ailleurs elle se maintient, voire augmente, en particulier dans l'Afrique sub-saharienne. Le rattrapage apparent des pays émergents cache l'ampleur des disparités entre continents et à l'intérieur même des Etats.

Ainsi, dans un pays émergent comme la Chine où l'enrichissement global est effectif, se développe parallèlement la déstructuration d'un système qui assurait certaines sécurités, en particulier le système de santé, devenu payant et donc inaccessible pour beaucoup.

Avec la mondialisation de l'information, la richesse devient agressive pour les pauvres mondiaux : elle est perçue comme un manque et une injustice.

Comment les pauvres sont-ils perçus ?

Pour A Demurger, au Moyen-Age, la société distingue déjà le « bon pauvre » du « mauvais pauvre ».

â€“ Le « bon pauvre », satisfait de son sort, assisté, reste intégré à la société. Il gagnera son paradis !

â€“ Le « mauvais pauvre » est le rebelle, le révolté, le valide qui ne travaille pas, le vagabond (inquiétant) ; il est écarté de l'assistance et marginalisé.

L'outil fiscal permet de distinguer le « bon pauvre » du « mauvais pauvre » pour lequel le Pouvoir prend des mesures drastiques : bannissement, contrainte au travail, répression des émeutes...

La mise en vigueur de l'Etat-providence à partir de 1945 a fait du pauvre davantage une victime qu'un coupable.

Toutefois, le développement des théories libérales, depuis les années 80 (thatchérisme, reaganisme) prônant la nécessaire prise en charge des pauvres par eux-mêmes, a abouti au **retour du « pauvre coupable »** et à la mise en place d'une assistance de plus en plus privatisée (recours aux ONG) qui passe de plus en plus, selon R. Lion, par la définition de « bons bénéficiaires » et la généralisation de critères dangereux car discriminants.

Au fil des siècles, la distinction entre bons ou mauvais pauvres perdure.

Peut-on éradiquer la pauvreté ?

Pour M. Hirsch, le sort des pauvres français ne peut être dissocié de la pauvreté mondiale, particulièrement celle de l'Afrique.

Les mécanismes de solidarité organisés par l'Etat et ceux organisés par les associations ne doivent pas s'exclure, mais se compléter.

L'accompagnement du retour à l'emploi doit tenir compte de la situation de la personne : comment demander à un titulaire du RMI de perdre de l'argent si, trouvant un emploi, généralement peu rémunéré, il se voit privé d'autres aides et voit finalement son revenu diminuer ?

Pour R. Lion, comme S. Brunel : réduire la pauvreté dans les pays du Sud nécessite un rééquilibrage des échanges productifs. Les agricultures du Nord, largement subventionnées, doivent arrêter d'asphyxier les paysans du Sud.

Il faut au contraire aider l'agriculture du Sud à développer des productions vivrières indispensables aux besoins locaux alors que des productions d'exportation (coton, etc...) subissent de plein fouet l'effondrement des cours mondiaux.

Pour combattre la misère, la première exigence est l'établissement d'un Etat de droit, donc démocratique, seul capable de garantir les droits et libertés et permettre les initiatives individuelles et le développement serein des activités économiques.

Et capable d'assumer les infrastructures (routes, communications,...) indispensables à tout développement.

En conclusion

Pour S. Brunel, les 2/3 de la croissance économique mondiale des 30 prochaines années résident dans le développement des pays pauvres, d'où la nécessité d'y créer des consommateurs.

Il faut donc renforcer la solidarité internationale ainsi que le lien entre les Etats et les ONG (organisations non gouvernementales).

Si aujourd'hui l'augmentation des inégalités est le corollaire de la mondialisation, il faut faire en sorte que l'augmentation généralisée de la richesse mondiale cesse d'être l'apanage d'une minorité.

B. et R. Le Gall

[Pauvreté, rapport Hirsch](#)

[Réflexions sur l'insertion](#)

Post-scriptum :

Notes :

OCDE : depuis 1960, l'Organisation de Coopération et de Développement Economique, regroupe 29 pays membres.
(voir : <http://www.oecd.org>)

CNUED : Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement.

Compte-rendu d'une table ronde
aux « Rendez-vous de l'Histoire » de Blois, du 05 au 08 octobre 2006, animée par Jacques Marseille, avec Sylvie Brunel, Alain Demurger, Martin Hirsch et Robert Lion.